

X5: Joe, M-A, (Gus) Translator

APR 07 1978

Paris le 1er Avril 1978.

Au Bureau Politique.

Chers camarades,

Nous avons pris connaissance du texte du camarade Matti intitulé " Le Portugal: une leçon essentielle pour l'Europe" qui doit être publié en bulletin international.

Nous laissons au camarade Matti l'entière responsabilité des jugements politiques qu'il entend porter sur la question portugaise et ne prétendons en aucune manière amender son texte.

revanche

En tant que membres du CC ayant à l'époque défendu des positions minoritaires sur cette question, nous ne saurions accepter que le texte du camarade Matti, qui, du strict point de vue des faits, comprend de lourdes erreurs ou omissions, soit considéré comme "une présentation des textes de débat des minoritaires de la SFQI" et prétende de surcroît: " Il y a les principaux débats, tels qu'ils se sont déroulés, retranscrits le plus fidèlement possible".

C'est pourquoi nous vous demandons que la brève mise au point ci-joint soit publiée dans les mêmes conditions que la contribution du camarade Matti et soit, dans l'immédiat, portée à la connaissance des membres du C.C.

Salutations trotskistes.

KRASNO. NEMO.

Copies: Secrétariat Unifié
Gus Horowitz.

LE DEBAT SUR LE PORTUGAL DANS LA SECTION FRANCAISE 1975-1976.

Mise au point sur quelques erreurs ou omissions du texte
" Le Portugal, une leçon essentielle pour l'Europe".

Le contenu du texte " Le Portugal, une leçon essentielle pour l'Europe" donne une interprétation des débats de la section française sur la question Portugal qui, a plus d'un égard, est susceptible d'induire en erreur sur ce que fut la réalité de ce débat:

- En premier lieu, ce texte se réfère à plusieurs reprises à ce qu'il appelle "la minorité du CC en France". En réalité il désigne ainsi les camarades qui ont soutenu les positions propres au camarade Matti au cours de la période 1975-76. Cette présentation conduit à passer totalement sous silence le fait que d'autres positions minoritaires se sont exprimées sur le Portugal notamment lors des CC d'avril et d'août 1975. Ces positions qui furent celles des camarades Krasno et Nemo, malgré d'importantes convergences avec celles défendues par Matti, différaient d'elles sur plusieurs points d'importance non négligeable notamment au regard du débat fondamental qui opposait alors au plan international la TMI et la FLT.
- En second lieu, bien qu'il cite abondamment ses textes passés, le camarade Matti ne rétablit pas avec la précision souhaitable ce que furent, sur les diverses questions qu'il traite et notamment sur la formulation des mots d'ordres, ses positions exactes aux diverses étapes du débat.

Afin de permettre aux militants de tirer, en pleine connaissance de cause, le bilan des positions qui furent effectivement en présence au plan national et international sur la question portugaise, il est donc indispensable de rappeler l'historique exact des débats de la SFQI :

1 - Le Comité Central des 4-6 avril 1975 a débattu pour la première fois de la situation au Portugal. Ces débats sont retranscrits dans les B.I. n° 27 et 32.

Une résolution de Guillem a été votée majoritairement; elle ne portait que sur les taches de solidarité. Une résolution présentée par Markos, Matti et Saulnier et relative à la caractérisation du MFA (comme " instrument de la bourgeoisie") ne put être soumise au vote car la majorité demanda sa "non-prése en considération".

Par ailleurs quatre "contributions au débat" furent publiées après le C.C.. Le texte Saulnier-Matti est cité par Matti; outre sa caractérisation du MFA, il se prononçait en faveur du mot d'ordre de " Gouvernement PC PS intersyndicale appuyé sur les comités", mot d'ordre qui fut deux mois plus tard celui de la majorité du S.U. et que Matti critique aujourd'hui à juste titre.

Une autre contribution minoritaire fut alors celle de Nemo, intitulée " Remarques sur l'orientation vis-à-vis de la révolution portugaise et du MFA". Outre sa caractérisation du MFA comme bourgeois, ce texte prenait position explicitement sur plusieurs questions importantes de la lutte des classes au Portugal:

- la caractérisation de la loi d'unicité syndicale comme "une atteinte à l'indépendance de classe sous sa forme la plus élémentaire" et "tendant à l'intégration directe et à la mise sous tutelle du syndicat par rapport à l'appareil d'Etat bourgeois";
- l'actualité du mot d'ordre d'une véritable " constituante souveraine et démocratique";
- la dénonciation du mot d'ordre électoral de la LCI qui appelait à voter pour l'extrême gauche et le PCP à l'exclusion du PS.

Les textes Markos et Matti-Saulnier ne prenaient pas position sur ces trois dernières questions. Le texte Nemo affirmait la nécessité de lutter pour un gouvernement du PC et du PS mais avec quelques incertitudes quant à la formulation: " Le rôle particulier joué par l'Intersyndicale... justifie sans doute le mot d'ordre Gouvernement PC PS Intersyndicale . Ceci mérite cependant discussion approfondie".

2- Le C.C. de fin Aout 1975 se tint dans une période dominée par une violente polémique internationale sur le Portugal. Fut adopté majoritairement un rapport du camarade Aubin qui reflétait la ligne des dirigeants de la TMI.

Des positions minoritaires furent exprimées par deux résolutions présentées par Griot d'une part, Nemo et Krasno de l'autre. Ces deux points de vue étaient par ailleurs éclairés par divers textes de débat : deux textes de Matti pour le premier (Texte " sur la situation au Portugal" du 6 Aout; " Sur la question du gouvernement: ne pas se réduire à la propagande" du II septembre) et une contribution (" Remarques sur l'orientation majoritaire") de Krasno et Nemo. (Tous ces documents sont publiés dans le BI n°35).

Les deux positions minoritaires sont en fait convergentes sur toute une série de questions: appréciation de l'importance comme des limites des "comités", dénonciation de l'ultra-gauchisme majoritaire et de la politique du FUR, mot d'ordre de gouvernement PC-PS. (Sur ce dernier point, Nemo et Krasno, faisaient dans leur texte de contribution au débat, un retour critique sur la formulation proposée dans leur résolution - " Gouvernement PC PS Intersyndicale appuyé sur les comités" - , en soulignant le caractère confusionniste et proposaient en définitive le mot d'ordre de " gouvernement PC PS, indépendant de la bourgeoisie, de la hiérarchie militaire et du MFA".)

En revanche, les deux positions différaient sur deux questions brûlantes à cette étape de la lutte des classes: l'analyse du rôle respectif du PC et du PS dans la division ouvrière; la question de la constituante.

Sur le premier point, en dépit des événements du 1er mai 75 et de l'affaire Republica, l'analyse défendue par Matti faisait porter au PS la responsabilité initiale de la division , les staliniens n'étant censés qu'avoir "répondu" aux attaques social-démocrates: " Le PSP a permis le déclenchement des pogrommes anticommunistes en s'appuyant sur les cléricaux réactionnaires et sur la petite bourgeoisie effrayée, en favorisant le jeu des provocateurs et des anciens fascistes revigorés. (...) Alors qu'il était possible de démasquer facilement les trahisons criminelles de Mario Soarès et de montrer aux masses qui le suivent la véritable fonction de la social démocratie, les dirigeants staliniens (...) ont répondu à l'escalade du PS par une contre-escalade, ils ont opposé la division à la division (...) La direction social démocrate groupée autour de Soarès, a profité, dans son offensive anticommuniste, de l'appui des forces de la réaction, de la campagne internationale de soutien de la bourgeoisie, de l'appui des cléricaux réactionnaires (influançant le petit peuple des campagnes du nord), des comploteurs d'extrême droite mais aussi de l'opposition populaire naissante au MFA, de la volonté confuse de lutte des travailleurs s'étant opposés aux méthodes bureaucratiques du PCP, des divisions et du sectarisme des groupes maoïstes".

Une analyse différente était avancée dans la résolution Nemo-Krasno: " (PC et PS se sont) opposés violemment l'un à l'autre sur les moyens de stabiliser un nouvel instrument de domination politique de la bourgeoisie et d'enrayer le processus révolutionnaire. Dès l'origine, le PCP en adoptant le programme du MFA comme son propre programme et en dépit d'une démagogie "révolutionnaire" eût une politique de capitulation permanente devant la hiérarchie militaire, s'affirmant constamment comme son interlocuteur privilégié dans le mouvement ouvrier et comme l'exécutant le plus actif des mesures prises par le pouvoir dans tous les domaines de l'activité économique , sociale et politique du pays (loi syndicale, pacte d'institutionnalisation, baillonnement de la constituante, "bataille de la production", soutien inconditionnel au triumvirat...). Le PS a suivi la même politique, malgré quelques velléités de résistance rapidement résorbées, jusqu'en juillet 75. La rupture du PS d'avec le 5eme gouvernement provisoire et le PCP résulte d'abord d'une volonté de rééquilibrer en sa faveur le rapport des forces au sein des institutions d'Etat, notamment dans le gouvernement. Profitant du mécontentement et de la défiance grandissante de larges secteurs du mouvement ouvrier et de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, la direction du PS a prétexté des atteintes réelles portées aux libertés démocratiques (affaire Republica etc...) pour développer ses propres projets politiques."

Sur la question de la Constituante, au moment même où MFA, PCP et gauchistes concentraient leurs attaques sur cette conquête démocratique majeure des masses portugaises, Matti affirmait le caractère "secondaire" et, en fait, l'inactualité de sa défense politique: " Les masses ne sont pas prêtes aujourd'hui à réclamer tout le pouvoir à l'Assemblée constituante: elles manifestent leur hostilité

à cette assemblée constituante. (...) A ce moment (avant le 25 avril), la question de la constituante avait une place prioritaire. Mais ensuite cette place est devenue vite secondaire. Car, trois mois plus tard, la Constituante muselée, discréditée et impuissante et étrangère au mouvement des masses (...) . Les manifestations des comités de travailleurs ont tiré les conclusions générales, en scandant des mots d'ordre contre cette assemblée rendue impuissante, par la capitulation et le sectarisme du PS et du PC eux même, c'est à dire justement par les deux principaux partis tels qu'ils ont été élus et représentés dans une phase antérieure du processus révolutionnaire. Pour unifier la classe ouvrière et rassurer autour d'elle les éléments apeurés de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, il est nécessaire de se battre pour un gouvernement du PS et du PC, pour les libertés démocratiques, contre les décrets réactionnaires du MFA, mais ce n'est pas la constituante qui apparait aux yeux des masses, au stade actuel, comme ayant la moindre crédibilité pour atteindre ces objectifs. Que gagnerions nous à aller à contre-courant sur ce point ? (...) La tâche est désespérée de restaurer une institution impuissante et dépassée. " Il en était conclu: " Alors qu'il fallait avant le 25 avril s'opposer au Pacte d'institutionnalisation qui ligotait par avance l'Assemblée Constituante, quatre mois plus tard, cette question est largement dépassée et l'objectif à fixer au mouvement de masses devient l'assemblée nationale des commissions de travailleurs."

La résolution Nemo-Krasno affirmait pour sa part: " La constituante est bien sûr aujourd'hui le lieu des manoeuvres parlementaires du PS et du PPD. Mais elle représente aussi et encore aux yeux d'une partie importante des masses ouvrières et paysannes, l'une des concrétisations du rapport de forces et des aspirations qu'a exprimé le vote majoritaire pour les organisations ouvrières. C'est pourquoi, sans cultiver la moindre illusion sur "une voie parlementaire" ou semi parlementaire vers le gouvernement ouvrier ou le socialisme, tant que le niveau effectif de développement des organes de démocratie ouvrière et les conditions politiques générales ne permettent pas la centralisation politique totalement indépendante de comités de masse représentatifs, les marxistes-révolutionnaires lutteront contre toutes les atteintes portées à la Constituante (et à plus forte raison contre une tentative de dissolution de la part d'un gouvernement bourgeois et a fortiori d'un gouvernement militaire). En effet quelle que soit la phraséologie "gauche" susceptible de les accompagner, de telles atteintes ne peuvent en rien aider au développement propre des comités de masse et renforcent en revanche directement toutes les tentatives du MFA-COPCON pour imposer, contre la Constituante mais aussi contre toute perspective soviétique et tout gouvernement ouvrier indépendant, son projet propre "d'assemblée nationale populaire".

3- Le CC du 7-8 février 1976 a débattu de la situation portugaise après le 25 novembre 1975; (BI n° 42). Trois motions furent soumises au vote: Aubin, Matti (cette motion reprenait un texte collectif écrit en décembre 1975), Nemo-Krasno. Compte-tenu des convergences politiques apparaissant entre elles sur les questions de l'heure, les deux dernières résolutions ne furent pas considérées comme contradictoires et il y eut un vote "croisé": Matti votant pour la résolution Nemo-Krasno et réciproquement.

On soulignera cependant que dans sa partie consacrée au "mot d'ordre de gouvernement et la constituante", le texte " le Portugal, une leçon essentielle" fait un usage tout à fait fallacieux d'une citation de cette résolution Nemo-Krasno. Un passage relatif à la période consécutive au 25 novembre et écrit en février 1976 affirme " Dans la situation présente, la Constituante manifeste toujours politiquement la volonté majoritaire exprimée par la classe ouvrière en faveur du PC et du PS lors des élections de 1975. Cependant elle n'est pas le centre de gravité dans la lutte pour le gouvernement ouvrier..." De façon tout à fait abusive, ce passage est cité comme s'appliquant à la période de juillet 1975 et ainsi présenté comme illustrant "une conception politique divergente" de celle alors défendu par la FLT dans le texte d'août 1975 "Questions clefs de la révolution portugaise". C'est la une falsification. Ce que furent effectivement les lignes de clivage dans la section française à l'été 1975 par rapport à la situation portugaise d'alors et par rapport

aux positions respectives de la TMI et de la FLT se trouve rapporté dans ce qui est dit précédemment des débats du C.C. d'aout 1975.

4 - Le C.C. du 26-27 juin 1976 a discuté des consignes électorales à mettre en avant lors des présidentielles portugaises. (BI n° 46). Plusieurs positions s'étaient exprimées au sein des membres du B P . Matti avait pris position contre tout vote Otelo et pour un vote Pato dans un texte intitulé " Portugal: le seul vote de classe possible". Le CC ne put pas voter sur le fond du fait d'une procédure de "non prise en considération" utilisée par sa majorité.

Dans une explication écrite , Nemo prenait cependant position par rapport au texte de Matti: " Je suis en accord avec la ligne générale du texte de Matti avec une précision nécessaire: le caractère petit-bourgeois radical du candidat Otelo et de son discours idéologique ne doit pas être confondu avec la caractérisation de classe du rôle de sa candidature dans le conflit entre les classes fondamentales. Comme projet bonapartiste et populiste, ouvertement dirigé contre l'indépendance du mouvement ouvrier et de ses organisations et se prétendant au dessus des classes, il s'agit, comme le vieux projet MFA-Peuple, d'une solution politique bourgeoise